



L'ERRD : l'outil financier des CPOM AHI de l'article L.313.11.2 du CASF

Un ESSMS en tarification « aux dépenses autorisées » et pas encore en tarification « à la ressources » et « aux tarifs plafonnés », transmet le 31 octobre de l'année N ses propositions budgétaires pour l'année N+1.

Dès que ces dépenses et ces produits sont approuvés par groupes fonctionnels, il transmet un budget exécutoire (BE) prévu à l'article R.314-37 du CASF. Ce BE consiste à faire une nouvelle ventilation des dépenses autorisées au niveau des groupes fonctionnels des dépenses et des produits dans les comptes et les sous comptes dans les 30 jours suivant la notification de l'arrêté tarifaire ; lequel précisait les montants desdits groupes fonctionnels et des tarifs en résultant.

Le II de cet article R.314-37 dispense les ESSMS associatifs de la transmission du budget exécutoire sauf en cas de demande d'un budget supplémentaire entraînant une augmentation des tarifs.

En cas de CPOM, la fixation de la dotation globalisée commune (DGC) en application de l'article R.314-43-1 du CASF et sa ventilation entre ESSMS n'entraîne pas, d'une part, autorisation des dépenses par groupes fonctionnels et des groupes fonctionnels 2 et 3 relatifs aux produits (la DGC, c'est uniquement le groupe fonctionnel 1 des produits), et d'autre part, la transmission de budgets exécutoires par le gestionnaire puisqu'il n'y a plus de dépenses autorisées.

Cet article R.314-43-1 dans sa version du décret du 7 avril 2006 excluait la transmission et l'accord des autorités de tarification des virements de crédits et des décisions modificatives entre ESSMS du CPOM ; sous réserve de ne pas demander une majoration de la DGC et de ne pas transférer des charges et des produits entre financeurs. La nouvelle rédaction de cet article R.314-43-1 du décret du 21 décembre 2016 prévoit la transmission d'EPRD modificatifs ce qui constitue un recul en matière de responsabilisation dans la confiance des gestionnaires et ajoute des « missions impossibles » aux autorités de contrôle.

virements de crédits et décisions modificatives (art R.314-44 à R.314-46 du CASF)

	Approbation Conseil d'administration (établissement public)	Approbation Autorités de tarification
Virements de crédit		
À l'intérieur d'un groupe fonctionnel	NON	NON
Entre groupes fonctionnels	OUI	NON (information)
Décisions modificatives		
Sans incidence sur les tarifs	OUI	NON (information)
Avec augmentation des tarifs	OUI	OUI

Les budgets exécutoires étaient de fait transmis « avec/dans » les comptes administratifs (CA) ; le cadre normalisé des CA de 2004 ayant des colonnes intitulées « budget exécutoire ». Le cadre de l'ERRD pour la première fois fixé par un arrêté de fin décembre 2016 permet désormais d'être utilisé pour les structures sous CPOM, CPOM avec ou sans EPRD.

Les CPOM pluri-ESMS résultent d'une ordonnance de simplification du droit à l'aide sociale du 1^{er} décembre 2005. En 2006, la transmission des CA avait été retenue par circulaire faute d'ERRD. En effet, si l'EPRD social et médico-social a été prévu par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (création de l'article L.314-7-1 du CASF), le premier arrêté fixant le modèle d'EPRD/ERRD social et médico-social a été publié fin décembre 2016.

Les CPOM dit facultatifs de l'article L.313-11 du CASF entraînent la non-transmission des budgets prévisionnels et des budgets exécutoires. Le passage à l'EPRD en application de l'article L.314-7-1 dans les CHRS, CADA et CPH ne peut qu'être complexe avec des tarifications au premier trimestre pour les CADA, CPH et HUDA, au troisième trimestre pour les CHRS et des subventions toutes l'année avec une accélération en fin d'exercice après dégel des réserves de précautions et constitution de « fonds dédiés » ; ce qui devrait multiplier les EPRD rectificatifs.

C'est pourquoi, nous proposons de rester dans la situation actuelle des CPOM facultatifs mais de **passer simplement à l'ERRD**

Ce passage à l'ERRD (et non à l'EPRD) pourrait être soit :

- Obligatoire
- Obligatoire mais avec exonération pour les structures mono-établissement et de petite taille Rappelons que la rédaction initiale de l'article L.313-12-2 rendant obligatoire les CPOM tripartite ARS/DRJSCS et gestionnaire prévoyait de fixer par arrêté ministériel un seuil au niveau régional en deçà duquel il n'y avait pas d'obligation de conclure un CPOM. Sous la pression de certaines fédérations, cet arrêté n'a pas été publié. Aussi, les nouveaux articles du CASF rendant obligatoires les CPOM ne font plus référence à un seuil, ce qui a pour conséquence de faire entrer dans l'obligation de conclure un CPOM toutes les structures y compris les plus petites.
- Passage volontaire par le gestionnaire sans possibilité de refus par les autorités de contrôle. Lors des journées professionnelles des IASS à l'EHESP de 4 et 5 avril 2019 auxquelles France-Horizon a participé, il a bien été soulignée le risque de voir la dérive des continents s'accroître entre le « continent ARS » et « l'île « cohésion sociale », notamment en matière de techniques et d'outils professionnels comme les CPOM et l'EPRD/ERRD.

Pour les CPOM AHI, un ERRD avec des comptes de résultats réalisés (CRR) par BOP, voire sous BOP (partie DGF et partie « subventions »), est un cadre plus adapté, plus transparent et plus simple pour toutes les parties signataires ; au lieu de la remise de dizaines de CA et de centaines de Comptes Emplois Ressources (CER) des « subventions ».

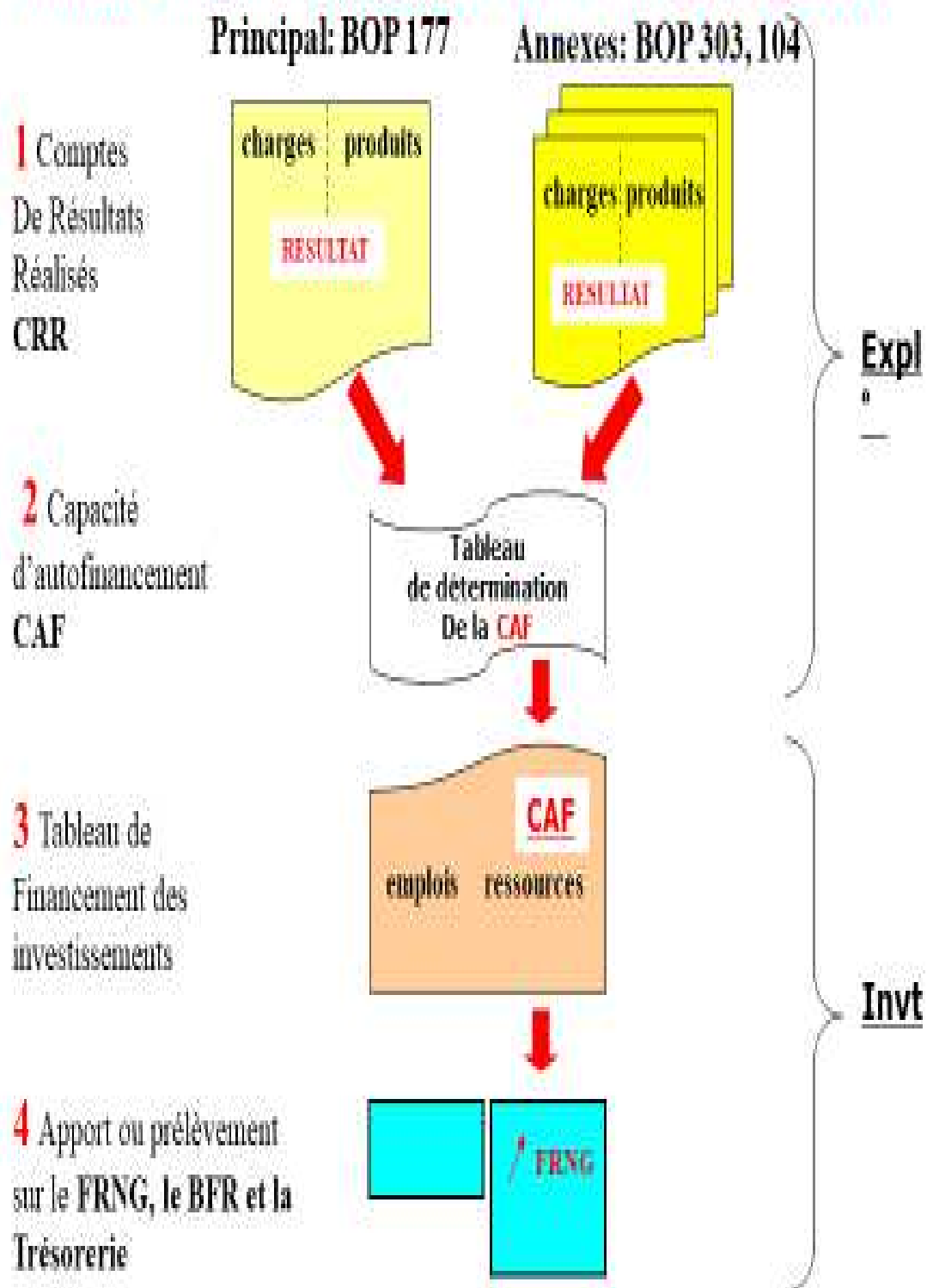
Cet ERRD avec des CRR par BOP (BOP 177, 303, 104, 304) permet une première fongibilité des crédits et la mutualisation des moyens au niveau du BOP, et une deuxième avec la détermination d'une capacité d'autofinancement (CAF) commune qui est le cœur de l'ERRD, cette CAF étant plafonnée à 10% des produits d'exploitation encaissables.

Cet ERRD est le meilleur outil financier pour concrétiser les avancées du cahier des charges du 25 octobre prévoyant d'inclure dans les CPOM les subventions des BOP 177, 303, 304 et 104 et de la circulaire DGEF du 27 décembre 2019 proposant dans le cadre d'un CPOM régional de prendre globalement les dépenses et les recettes de chacun des BOP 303 et 104 au niveau régional.

Les structures du 9° du I de l'article L.312-1 du CASF (CSAPA, ACT, CAARRUD, LAM, LHSS), en particulier les LAM ; les ACT et les LHSS souvent connexes à des CHRS, ont vocation à être incluses dans le CPOM AHI d'un même gestionnaire et sur le même territoire. Les LAM, les LHSS et les ACT qui sont soumis à des tarifs plafonnés ministériels, relèvent de l'EPRD en application de l'article L.314-7-1 du CASF. Le dernier alinéa de l'article L.313-11 du CASF permet un EPRD pour ces structures en codécision avec l'ARS. Ces structures pourraient être soumis au même régime que les CHRS : pas d'EPRD, de BP et de BE, mais un ERRD à la

place des CA et des CER, en fonction ou non de seuils. Les LAM/LHSS feraient l'objet d'un CCR de cet ERRD d'un CPOM AHI les incluant.

Structure générale de l'ERRD d'un CPOM AHI: 4 composantes



Jean-Pierre HARDY

48

Si l'article R.314-98 du CASF permet pour les ESSMS dont les CHRS, les LAM et les CADA, de financer des budgets de clôture en cas de fermeture, ce n'est le cas pour les dispositifs « subventionnés ». Il faut donc pouvoir constituer des fonds dédiés pour couvrir ces charges liées à la non pérennisation d'activités. L'ERRD avec sa CAF unique et son bilan financier unique permet de dégager plus facilement ses ressources sachant qu'en cas de plan social avec des reclassements et des licenciements économiques, le code du travail n'a pas la définition d'un établissement (encore moins d'un dispositif) au sens du CASF et de FINESS et prend en compte toutes les activités sur un même territoire.